***La famille, Dieu, et la croupe des chevaux***

Nous nous prononcerons le 3 mars prochain sur un nouvel article constitutionnel prescrivant à la Confédération et aux cantons de promouvoir des mesures de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle ou formation. Nul objectif extravagant : la simple création d’un nombre de structures d’accueil extrafamiliales suffisant pour permettre au plus grand nombre possible de pères et de mères de rester dans le circuit professionnel. Mais parce qu’elle concerne des sujets dangereusement émotionnels – la parentalité, l’éducation des enfants, la répartition des tâches entre les sexes -, cette votation est le prétexte tout trouvé pour un déversement de coups de gueule citoyens aussi épidermiques qu’irrationnels.

Pour exemple cette complainte (féminine, pour détromper les féministes qui auraient la prétention de porter la voix de toutes leurs congénères) sur les ondes d’*En ligne directe*: « On devient une population d’assistés. Les gens doivent choisir et prendre leurs responsabilités. Maintenant les femmes (…) veulent faire une carrière, alors on fait une carrière, mais ça fait bien d’avoir en plus des enfants et l’Etat n’ « a qu’à » ». Ou cette publication gratuitement haineuse sur le site de *20 Minutes : «*La Gauche finance nombre de fainéants et de boulets sans oublier ces familles qui osent faire 5 ou 6 enfants en vivant uniquement ou presque des aides sociales. Il faut déjà mettre en place une politique sociale cohérente et arrêter d’aider à tout va les profiteurs. Cela doit s’accompagner de politiques d’asile, d’immigration et de naturalisation beaucoup plus restrictives et sélectives. Et je précise que je vise en particulier les familles maghrébines, kosovardes et de certains pays d’Afrique ». Dans le registre des utopies conservatrices, on peut entendre également au détour des débats que « si les parents restaient à la maison, il y aurait beaucoup moins d’enfants malheureux qui deviennent des délinquants à l’adolescence ». On oserait espérer que de tels raccourcis soient le fruit de mouvements d’humeur irréfléchis et passagers. Las, que nenni ! On les trouve mûrement pensés et sciemment formulés à des fins propagandistes dans le dernier tous ménages de l’UDC.

Le ton est donné par les photos : en Une, quatre visages d’enfants encagés, à la détresse accentuée par un gros plan racoleur ; quelques pages plus loin, un bébé étiqueté à l’oreille comme un bovin « CH 2013 ». De quoi douter fortement de la bienveillance du parti à l’égard de ces bambins qu’il prétend vouloir préserver des dangereuses griffes étatiques.

Le texte n’est pas en reste. L’intention de l’article soumis au vote est pervertie par de nombreuses reformulations déformantes : alors qu’il n’est question que d’un soutien aux familles, inscrire cet article dans la Constitution fédérale reviendrait selon l’UDC à laisser « enlever le plus rapidement possible les enfants à leurs parents pour les éduquer et les former dans des institutions étatiques ». Pour dénoncer cet « interventionnisme de l’Etat », le parti n’a pas lésiné sur les témoignages d’ « experts » : selon la conseillère nationale Nadja Pieren, éducatrice diplômée de la petite enfance, « la responsabilité éducative passerait des parents à l’Etat ». On lit aussi dans la bouche du rédacteur de la *Basler Zeitung*, une pathétique projection fantasmée de la famille humiliée par son assujettissement : « Désormais la famille sera considérée comme une assistée sociale, comme un objet devant être subventionné, comme un petit groupe faible et pitoyable que l’Etat doit serrer dans ses bras pour éviter qu’il ne se désagrège ».

Mais l’interventionnisme de l’état n’est pas le seul épouvantail de l’UDC. En Une nous est infligée une piqûre de rappel de son idéologie xénophobe : « Cette éducation étatisée est aussi censée servir à l’intégration d’enfants provenant de cultures lointaines ou de couches sociales faiblement instruites. Du coup, les jardins d’enfants deviendront un champ d’expérimentation national pour tous les théoriciens de l’éducation et de l’enseignement ».

On est presque déçu, au fond, du manque d’originalité de la stratégie de communication du parti qui surfe dans ce tous ménages sur sa vague favorite, le sentiment d’insécurité : face aux étrangers, mais aussi face à la reconfiguration des rôles sociaux (femmes éloignées des fourneaux, homoparentalité), anxiogène à souhait pour convaincre un électorat avide de normes cadrantes et rassurantes. Une petite curiosité récompense cependant les (é)lecteurs qui atteignent la der, une citation du conseiller Yves Nidegger, glissée à la bonne franquette dans la rubrique « bonne humeur » : « Quelle meilleure preuve ontologique de l’existence de Dieu que la perfection d’une croupe de cheval ? ». Presque inquiétant. Quant au rapport avec les votations ? Joker !